

(Réunions quotidiennes pendant la guerre du Golfe)

- VERBATIM -

de la réunion tenue le mercredi 23 janvier à 18 H 00 au Palais de l'Élysée.

1991

PARTICIPANTS -

M. le Président de la République - Monsieur ROCARD - Monsieur DUMAS - Monsieur JOXE - Monsieur CHEVENEMENT - Général SCHMITT - Général FORRAY - Amiral COATANEA - Monsieur le Préfet FOUGIER - Monsieur BIANCO - Amiral LANXADE - Monsieur VEDRINE - Général MONCHAL - Général MENU -

PARTIE CONSACREE AU RWANDA :

MINISTRE DE LA DEFENSE - Situation au RWANDA.

Je constate que certains européens se sont réinstallés à RUHENGERI qui est une ville très dangereuse, parce que nos troupes sont présentes ; les gens prennent des risques et c'est nos troupes qui doivent leur venir en aide; d'où notre présence...

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE -

C'est un engrenage normal !

La nature du conflit est indiscernable, le rôle de l'OUGANDA est équivoque.

Les Tutsis ougandais se déplacent pour conquérir le RWANDA, c'est inquiétant.

J'aimerais que nous fassions des représentations à l'OUGANDA. On n'a pas intérêt que le front du RWANDA cède. S'il s'agit de luttes tribales on ne dit rien ; s'il s'agit d'une agression il faut s'interposer et délivrer les Français retenus par les Tutsis. J'ai eu un entretien téléphonique avec le Président HABYARIMANA.

CEMP

Les Européens encerclés à RUHENGERI sont pour 40 d'entre eux des coopérants français présents sur ordre de leur administration.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE -

On est autorisé à intervenir pour les libérer.

CEMP -

Il y a 100 militaires français engagés dans cette action. On laisse les Rwandais tenter de faire partir les rebelles et on récupère nos ressortissants.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE -

On ne peut pas limiter notre présence.

Nous sommes à la limite du front anglophone. Il ne faut pas que l'OUGANDA se permette tout et n'importe quoi. Il faut le dire au Président MUSEVENI ; il n'est pas normal que la minorité Tutsie veuille imposer sa loi à la majorité...

A demain 18 H 00.